# FORMULAIRE DE DEMANDE

***AVIS POUR LA SÉLECTION DES ENTREPRISES POUR L'ACCES AU PARCOURS DE FORMATION « MASTERCLASS TOURISME 5.0 »***

Je, soussigné :

|  |  |
| --- | --- |
| Nom de famille : | Nom : |
| Code fiscal : | |
| Téléphone : | |
| Adresse Email : | |

*En tant que :*

Propriétaire/représentant légal de la société

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Désignation : |  | |
| Code fiscal/numéro de TVA |  | |
| Ayant son siège légal à | (Rue/Place) | |
| Commun : | Province : | Code ZIP : |
| Ayant son siège opérationnel à | (Rue/Place) | |
| Commun : | Province : | Code ZIP : |
| Constitué le | | |
| Code APE (NAF) : | | |
| E-mail : | | |
| Site web : | | |

**DEMANDE**

### POUR ÊTRE ADMIS DANS LE PARCOURS DE FORMATION « MASTERCLASS TOURISME 5.0 » DU PROJET TUR.I.S.I.CO. – LA GAMIFICATION POUR UN TOURISME INNOVANT ET LE DÉVELOPPEMENT ENTREPRENEURIAL DE LA COMMUNAUTÉ TRANSFRONTALIÈRE

En vertu d’article 441-7 du code pénal, conscient des sanctions pénales dans le cas de déclaration, faisant état de faits matériellement inexacts ou d’usage d’attestation inexacte ou falsifiée, sous sa propre responsabilité :

### DECLARES

* que j'ai lu l'avis et que j'accepte toutes les conditions ;
* ont leur siège légal et/ou opérationnel dans la zone de coopération du programme de coopération maritime Interreg V-A Italie-France 2014 2020 ;
* être une micro, petite ou moyenne entreprise (MPME), telle que définie dans la recommandation de la Commission européenne 2003/361/CE du 6 mai 2003, appartenant aux secteurs du programme Italie France Maritime dans le domaine du tourisme ;
* elle est établie et fonctionne depuis au moins deux ans et au plus cinq ans (ce critère doit être appliqué en prenant comme date de référence le moment de la soumission de la demande par l'entreprise) ;
* s'engager à participer aux activités prévues par le parcours de formation ;
* être en règle avec les obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale, de prévoyance et d'assurance des travailleurs ;
* qu'ils ne sont pas en état de liquidation, de faillite ou d'une autre procédure d'insolvabilité, quelle qu'en soit la dénomination ;
* qu'elle ne fait pas partie des entreprises qui ont reçu et n'ont pas ensuite remboursé ou déposé sur un compte bloqué des aides identifiées comme illégales ou incompatibles par la Commission européenne au moment du versement de l'aide ;
* respecter les règles du système juridique franco-italien concernant la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles, la sécurité sur le lieu de travail, les conventions collectives de travail et les réglementations relatives à la protection de l'environnement ;
* s'engager à fonctionner sous le régime comptable ordinaire ou, si sous le régime comptable simplifié, à activer un compte courant dédié, destiné exclusivement à gérer les transactions (paiements et contributions financières) qui font l'objet du projet ;
* l'absence, en ce qui concerne les membres de la structure corporative du demandeur, de renvois en jugement, de condamnations pénales et/ou de mesures concernant l'application de mesures préventives, respectivement, présents dans le registre des accusations en cours et dans le dossier judiciaire conformément à la législation en vigueur ;
* être conscient qu'il est le seul et unique responsable du contenu du matériel livré dans le but de participer à l'initiative régie par le présent appel à propositions, y compris la responsabilité pénale, dégageant les partenaires du projet de toute réclamation de tiers.

### Pièces jointes à la demande :

* + Prise de vue de la politique de confidentialité
  + Déclaration « *De Minimis* »

Date……………………………

**Signature** .................................

# POLITIQUE DE CONFIDENTIALITÉ CONFORMÉMENT AU RÈGLEMENT EUROPÉEN 2016/679 ART-13 et 14

### Politique de confidentialité pour les utilisateurs/participants ("Divulgation")

1. **Historique et données du responsable du traitement des données**

Cette note d'information est spécifique pour les sujets qui participent aux activités du projet "TURISICO" (ci-après le Projet) et aux sélections relatives tant pour l'admission aux services et la participation aux initiatives prévues par celui-ci, que pour l'assignation de services à l'intérieur du Projet. Le projet est géré par un partenariat composé de

***Fondazione di partecipazione per l’Innovazione e lo Sviluppo Imprenditoriale (ISI),*** Coordinateur de projet, basée à Via Benedetto Croce 62, 56125 Pisa, Code fiscal / VAT number IT02247870500 ;

***• Chambre de Commerce et d’Industrie De Corse (CCIC),*** Partenaire du projet, basée à Hotel Consolare, Rue Nouveau Port, 20293 Bastia ;

***• Finanziaria Ligure per lo Sviluppo Economico (FILSE),*** Partenaire du projet, basée à Via Peschiera, 16, 16122 Genova, Code fiscal / VAT number IT00616030102 ;

***• Toulon Var Technologies Innovation (TVT***), Partenaire du projet, basée à Place George Pompidou, 83000 Toulon, VAT number FR56345245260.

ci-après dénommés conjointement "partenaires".

### Responsable du traitement des données et personnes concernées

La Divulgation est fournie par les Partenaires, en tant que Contrôleurs conjoints des données, aux personnes intéressées à participer aux activités du Projet à des fins de transparence et de protection des données personnelles pertinentes traitées, conformément (a) au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et sur la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (" GDPR ") ainsi que (b) la législation nationale italienne applicable en matière de protection des données personnelles constituée du décret législatif 196/2003 et du décret législatif 101/2018 (" lois nationales sur la protection des données ").

Les personnes concernées par le traitement, qui fournissent leurs données personnelles par l'envoi de PEC/courrier et/ou l'inscription sur les formulaires en ligne préparés par les Partenaires par l'intermédiaire de prestataires de services en ligne et de gestion d'événements, sont les suivantes

1. les personnes, référents commerciaux et non commerciaux, qui fournissent leurs données personnelles afin de bénéficier des services offerts dans le cadre du projet et/ou de participer aux initiatives qu'il envisage ;
2. les individus, référents commerciaux et non commerciaux, qui fournissent leurs données personnelles pour participer aux sélections pour l'attribution de tâches visant à la prestation de services fournis par le Projet au nom des Partenaires et/ou pour participer aux initiatives qu'il prévoit.

### Avertissement

Les Partenaires exercent des activités de prestation de services de développement et d'innovation dans le domaine technologique en faveur des entreprises. Pour le traitement des données personnelles que chaque partenaire effectue dans le cadre de son propre objet social, veuillez-vous référer à la notice d'information complète publiée sur le site web de chaque partenaire.

### Autorisations de traitement interne

Les données sont traitées par des personnes autorisées, dûment formées, impliquées dans les activités de traitement concernées.

### Gestionnaires externes / détenteurs autonomes et copropriétaires - Bénéficiaires du traitement

Pour le compte des Partenaires (et sous réserve d'un accord spécifique), des consultants, agences, entreprises et sociétés fournissent des services dont l'exécution implique des opérations de traitement de données. Il s'agit notamment de fournisseurs de services en ligne et de gestion d'événements (tels que, par exemple,

Zoom© et/ou Google Moduli© et/ou Typeform©). Outre les sujets susmentionnés, les données peuvent être communiquées à des tiers qui agissent en tant que responsables autonomes du traitement, y compris, à titre d'exemple, les organismes/sujets publics. La société fournit des informations spécifiques concernant les destinataires à la demande de la personne concernée.

### Données personnelles traitées

Les données traitées sont des données communes, souvent uniquement des données d'identification, telles que, par exemple, le nom et le prénom des intéressés, la société, le numéro de TVA, le domicile légal et fiscal, les adresses physiques et téléphoniques complètes (également mobiles), le fax, le PEC et l'email, le code postal et, en général, les informations nécessaires pour permettre la participation aux initiatives réalisées dans le cadre du Projet.

Bien que les Partenaires, aux fins de la prestation de services, n'exigent pas le téléchargement d'images par les intéressés, cette possibilité est toutefois techniquement prévue, par conséquent les Partenaires peuvent également traiter les images fournies spontanément par les intéressés.

### Finalités du traitement et base juridique correspondante

Les Partenaires traitent les données aux fins et sur les bases juridiques connexes énoncées ci-dessous :

1. Permettre aux parties intéressées de demander à bénéficier des services fournis dans le cadre du projet et/ou de participer aux initiatives qu'il envisage, en envoyant une documentation contenant des données personnelles via PEC/mail et/ou en s'inscrivant sur les formulaires en ligne. Le traitement est nécessaire pour fournir correctement le service demandé et/ou pour permettre la participation à l'initiative demandée.
2. Envoyer des communications informatives, commerciales et promotionnelles, y compris la newsletter, aux adresses électroniques fournies par les intéressés, une fois qu'ils ont donné leur consentement exprès
3. Permettre aux parties intéressées de se porter candidates à l'attribution des services réalisés dans le cadre du projet, en envoyant une documentation contenant des données personnelles par PEC/mail et/ou en s'inscrivant sur les formulaires en ligne. Le traitement est nécessaire pour l'exécution du contrat et pour répondre aux demandes de l'intéressé de nature précontractuelle.

Le traitement est basé sur l'alternance :

* Sur consentement, jusqu'à révocation (Opt-out).
* Sur l'intérêt légitime de la société à effectuer du soft spam uniquement dans les cas où l'enregistrement par les parties intéressées a eu lieu.

### Durée de conservation des données

Données des personnes concernées qui :

* Envoyer de la documentation contenant des données personnelles via PEC / email et / ou s'inscrire sur les formulaires en ligne, sont conservés pour la durée du service fourni ou des relations contractuelles avec le partenaire qui a confié la tâche, puis supprimés dans les 6 mois après la fin de la relation.
* Participer aux activités et événements prévus par le projet sont conservés pendant le temps nécessaire pour gérer la participation de la personne concernée et pendant les six mois suivants.

Les conditions et critères de conservation mentionnés ci-dessus peuvent faire l'objet d'extensions/dérogations dans le cas où la conservation des données est nécessaire à des fins défensives, en cas de litige/controversation

Les données visées au point 7.b. (à l'exclusion du soft spam) et 7.c. sont stockées et traitées jusqu'à ce que le consentement soit révoqué.

### Fourniture facultative/obligatoire de données

La fourniture de données par les parties intéressées est nécessaire pour permettre aux partenaires de remplir leurs obligations contractuelles. Tout refus de fournir des données, en tout ou en partie, ne permettra pas à chaque partenaire de : (i) fournir les services demandés par les personnes concernées, (ii) répondre aux demandes éventuelles, (iii) permettre l'achat et la participation connexe à l'événement et (iv) l'attribution éventuelle de tâches.

### Transfert de données à l'étranger (hors UE)

* Actuellement, il n'y a pas de transfert de données hors de l'UE pour ceux qui utilisent et s'inscrivent sur les formulaires en ligne, si le transfert devait avoir lieu dans des pays hors de l'UE, cela se fera, en tout cas, après vérification du respect des dispositions contenues dans les articles 44 et suivants du GDPR et....

un avis préalable concernant le pays tiers de destination des données et le mécanisme de sauvegarde en vertu des dispositions du GDPR.

* En ce qui concerne les données collectées par la Société au moyen de prestataires externes de services en ligne, les Partenaires peuvent également avoir recours à des prestataires établis aux États-Unis, dans tous les cas sous réserve de la vérification de la conformité du traitement des données par ces entités aux articles 44 et suivants du GDPR.

### Droits

Les parties intéressées peuvent s'adresser à chaque Partenaire ou à tout gestionnaire externe pour exercer les droits prévus par les lois nationales sur la protection des données, telles qu'elles sont applicables, et par le GDPR (articles 15 et suivants), et, en particulier, pour accéder à leurs données personnelles, demander leur rectification et leur mise à jour ou leur suppression, leurs limitations, ainsi que pour demander leur portabilité, en envoyant une communication aux adresses suivantes :

* pour la Fondation ISI : [fondazione.innovazionesviluppo@legalmail.it](mailto:fondazione.innovazionesviluppo@legalmail.it)
* pour CCI Corsica : [v.cerutti@ccihc.fr](mailto:v.cerutti@ccihc.fr)
* pour FILSE : [filse.filse@pec.it](mailto:filse.filse@pec.it)
* pour TVT Innovation : [dpo@tvt.it](mailto:dpo@tvt.it)

### Droit d'opposition

De la même manière que celle prévue ci-dessus, les personnes concernées peuvent s'opposer, en tout ou en partie, au traitement des données personnelles les concernant, lorsque la base juridique pertinente est l'intérêt légitime des Partenaires, conformément et aux fins des dispositions de l'article 21 du GDPR.

### Plainte

Toute personne concernée qui considère que le traitement des données la concernant est en violation du RGPD, conformément à l'article 77 du RGPD, peut déposer une plainte auprès d'une autorité de contrôle où la personne concernée réside ou travaille habituellement ou auprès d'une autorité de contrôle où la violation présumée des données s'est produite.

### Retrait du consentement

L'exercice de l'Opt-out (révocation du consentement), par les intéressés, concernant l'utilisation de leur adresse électronique pour l'envoi de communications électroniques, peut avoir lieu à tout moment par les intéressés et entraînera la cessation de l'envoi de toute communication.

Lieu et date

Signature pour l'accusé de réception

***ATTESTATION SUR L'HONNEUR***

Je soussigné(e) Monsieur/Madame/Mademoiselle \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_né(e) à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ en tant que Représentant légal de l’entreprise \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Numéro SIRET \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Siège social \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, Adresse \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

sur l'honneur et prenant connaissance des sanctions pénales encourues par l'auteur d'une fausse attestation, ainsi que de la perte du bénéfice obtenu, qui serait éventuellement du à la décision adoptée sur la base de la fausse attestation,

**JE DEMANDE**

que la contribution demandée, à valoir sur le Programme de Coopération Transfrontalière Italie-France Maritime 2014-2020 pour le projet : **“La gamification pour le tourisme innovant et le développement entrepreneurial de la communauté transfrontalière” – TUR.I.S.I.CO.** soit octroyée :

** En régime “de minimis” conformément au règlement (UE) no 1407/2013 et à ses modifications ultérieures.**

je déclare être conscient que le montant de la contribution FEDER pourra être revu à la suite de l’évaluation de la participation de l’entreprise à l’appel à manifestation d’intérêt (titre de l’appel…) ;

je m’engage, en cas de demande de l’Autorité de Gestion, à présenter toute la documentation jugée nécessaire pour vérifier les déclarations soussignées;

je m’engage en cas d’approbation de participation de l’entreprise à l’appel à manifestation d’intérêt, également à informer rapidement l’Autorité de Gestion de toute modification éventuelle des conditions d’origine survenant après la présente déclaration;

je suis également informé/e des sanctions prévues en cas de déclarations mensongères ainsi que de l’obligation de rembourser, dans les plus brefs délais, la contribution indûment reçue avec les intérêts.

**DÉCLARE**

que l’entreprise que je représente est qualifié, aux termes de la Recommandation 2003/361/CE, comme:

 micro;

 petite;

 moyenne;

 grande

 n'a pas reçu, dans l'exercice en cours et les deux années précédentes, d’aides "de minimis" au titre des Règlements indiqués ci-dessus ;

ou

 a reçu, dans l'exercice en cours et les deux années précédentes, les aides "de minimis" suivantes (tableau à remplir)

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Entreprise bénéficiaire[[1]](#footnote-1) | Décision d'octroi de la contribution / Règlement UE | Date d’octroi | Nature de la contribution (subventions, prêts, garanties, etc.) | Organisme octroyant[[2]](#footnote-2) | Montant de l’aide  (en ESB) | |
| Octroyé | Payé pour solde[[3]](#footnote-3) |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |

 n’est pas contrôlée par, ni contrôle, directement ou indirectement, d’autres entreprises

 contrôle, même indirectement, les entreprises suivantes ayant leur siège en Italie (Raison sociale et coordonnées)

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

 est contrôlée, même indirectement, par les entreprises suivantes ayant leur siège en Italie (Raison sociale et coordonnées)

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

 n’a pas fait l'objet d’acquisitions/fusions

ou

a fait l'objet d’acquisitions/fusions et que les entreprises participant à ladite acquisition/fusion se sont vues octroyer, dans l'exercice en cours et les deux années précédentes, les aides "de minimis" suivantes (tableau à remplir)

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Entreprise bénéficiaire[[4]](#footnote-4) | Décision d'octroi de la contribution / Règlement UE | Date d’octroi | Nature de la contribution (subventions, prêts, garanties, etc.) | Organisme octroyant[[5]](#footnote-5) | Montant de l’aide  (en ESB) | |
| Octroyé | Payé pour sold[[6]](#footnote-6) |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |

 n’a pas fait l'objet de scission

ou

 a fait l'objet de scission et que, dans la période précédente ladite scission, l’entreprise représentée s’est vue octroyer, dans l'exercice en cours et les deux années précédentes, les aides "de minimis" suivantes (tableau à remplir)

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Entreprise bénéficiaire[[7]](#footnote-7) | Décision d'octroi de la contribution / Règlement UE | Date d’octroi | Nature de la contribution (subventions, prêts, garanties, etc.) | Organisme octroyant[[8]](#footnote-8) | Montant de l’aide  (en ESB) | |
| Octroyé | Payé pour solde[[9]](#footnote-9) |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |

 n’a pas perçu d’autres aides d’État pour les mêmes dépenses éligibles au de minimis

ou

 a perçu d’autres aides d’État pour les mêmes dépenses éligibles au de minimis dans la limite d'intensité autorisée au titre du même régime ou par décision.

J'autorise l’Administration chargée de la procédure au traitement des données personnelles fournies durant les procédures liées à l’Appel à manifestation d’intérêt cité ci-dessus, aux termes du Décret Législatif italien n.196 du 30 juin 2003 n. 196 et du RGPD (Règlement UE 2016/679) à des fins de gestion et statistiques, également à l'aide de moyens électroniques ou automatisés.

**Lieu et date \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Signature du Représentant légal \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

(1) Le représentant légal” est la personne qui, conformément à l'ordre juridique interne de l'organisme représenté, a le droit de signer les documents au nom et pour le compte de l'organisme participant. Les organes du Programme se réservent le droit d'en vérifier l'effective titularité.

(2) Pour l’élaboration de cette déclaration, nous vous demandons d’écrire **exclusivement** l'option qui Vous concerne, en omettant celle qui n'est pas concernée.

**Les attestations doivent être signées par le Représentant Légal de l’entreprise concernée en utilisant la signature électronique ou manuscrite (seulement dans ce cas-ci il faudra joindre aussi une copie de la carte d’identité).**

1. **Il s’agit d’une entreprise autre que celle représentée, mais reliée à cette dernière par des opérations de fusion ou d’acquisition, ayant bénéficié d’aides.** [↑](#footnote-ref-1)
2. **Il s’agit de l'organisme octroyant l’aide ou de l’organisme de référence (Etat, Région, Département, Municipalité, Chambres de Commerce, CRAM, CPAM, Trésor public, etc.).** [↑](#footnote-ref-2)
3. **Ce montant peut différer de celui indiqué dans la colonne “octroyé” dans deux cas: a) lorsque le “payé pour solde” sera réduit par rapport à l’octroi initiale; b) si l’entreprise représentée a fait l’objet d’une scission et une partie de l'aide est imputable à la société préexistante.** [↑](#footnote-ref-3)
4. **Il s’agit d’une entreprise autre que celle représentée, mais reliée à cette dernière par des opérations de fusion ou d’acquisition, ayant bénéficié d’aides.** [↑](#footnote-ref-4)
5. **Il s’agit de l'organisme octroyant l’aide ou de l’organisme de référence (Etat, Région, Département, Municipalité, Chambres de Commerce, CRAM, CPAM, Trésor public, etc.).** [↑](#footnote-ref-5)
6. **Ce montant peut différer de celui indiqué dans la colonne “octroyé” dans deux cas: a) lorsque le “payé pour solde” sera réduit par rapport à l’octroi initiale; b) si l’entreprise représentée a fait l’objet d’une scission et une partie de l'aide est imputable à la société préexistante.** [↑](#footnote-ref-6)
7. **Il s’agit d’une entreprise autre que celle représentée, mais reliée à cette dernière par des opérations de fusion ou d’acquisition, ayant bénéficié d’aides.** [↑](#footnote-ref-7)
8. **Il s’agit de l'organisme octroyant l’aide ou de l’organisme de référence (Etat, Région, Département, Municipalité, Chambres de Commerce, CRAM, CPAM, Trésor public, etc.).** [↑](#footnote-ref-8)
9. **Ce montant peut différer de celui indiqué dans la colonne “octroyé” dans deux cas: a) lorsque le “payé pour solde” sera réduit par rapport à l’octroi initiale; b) si l’entreprise représentée a fait l’objet d’une scission et une partie de l'aide est imputable à la société préexistante.** [↑](#footnote-ref-9)